

Études internationales



FITOUSSI, Jean-Paul (sous la direction de). *A l'Est en Europe. Des économies en transition*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références, no. 25 », 1990, 406 p.

Maurice Poncelet

Volume 22, numéro 4, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702943ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702943ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poncelet, M. (1991). Compte rendu de [FITOUSSI, Jean-Paul (sous la direction de). *A l'Est en Europe. Des économies en transition*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références, no. 25 », 1990, 406 p.] *Études internationales*, 22(4), 876–878. <https://doi.org/10.7202/702943ar>

fluencer l'action vietnamienne au Cambodge. L'auteur termine (chap. 10) en considérant l'impact de la présence navale russe dans le Pacifique Nord en relation avec les trois grandes puissances directement intéressées que sont la Chine, le Japon et les États-Unis.

Tel est sommairement résumé, le contenu de l'ouvrage du professeur Derek da Cunha. Cette étude est précieuse à sa manière, du fait qu'elle nous rapproche d'une zone lointaine où se poursuit une stratégie bien vivante. Précieuse également à cause des constantes géopolitiques qu'elle remet en lumière, constantes que bien du monde, dont entre autres les Canadiens auraient tort d'oublier.

Cependant, par certains aspects que l'auteur ignore volontairement ou pas, l'ouvrage que signe le professeur da Cunha n'est pas exempt de lacunes. Par exemple, il eut été préférable, à nos yeux, que l'auteur mette un peu moins l'accent (quitte à le négliger même tout à fait) sur l'affrontement plus que hautement hypothétique, surtout dans le contexte actuel, entre la flotte russe et la marine américaine dans le Pacifique Nord, et insère, quelque part dans son analyse, la dimension océan Indien. D'autant que l'on connaît l'intérêt de la Russie pour cette région du monde *via* la mer – donc *via* la flotte de guerre du Pacifique – *via* la terre aussi, depuis surtout le traité de 1971 avec l'Inde. Il eut été préférable également de scruter peut-être davantage les choses du côté de l'économie de la Russie en relation avec la puissance militaire (ici maritime) car, même en pays totalitaire, en pays de dictature si l'on veut, on oublie trop souvent,

ainsi que nous le faisait remarquer, un jour, un militaire canadien de haut rang, d'évaluer les stratégies militaires en termes de puissance économique d'abord.

Ces quelques remarques de notre part ne diminuent cependant en rien la pertinence de l'analyse du professeur da Cunha, pas plus d'ailleurs que la valeur de sa conclusion générale. En dépit du chaos économique dans lequel se débat la Russie, il est certain que sa marine conserve son importance comme d'ailleurs l'ensemble de sa puissance militaire. Le refus de Gorbatchev, lors de sa visite au Japon (avril 1991), de faire quelque concession que ce soit du côté des Kouriles, est une preuve de plus pour nous convaincre que la Russie tient à sa puissance militaire dans ses acquis asiatiques tout particulièrement. Le traité START ne change rien à cette donnée fondamentale de l'histoire. Sans doute propose-t-il une limitation dans la quantité, mais, comme le dit justement l'auteur de l'ouvrage que nous avons résumé, chaque puissance pourra mieux perfectionner ce qui reste. Or, ce dernier est toujours énorme!

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval, Québec

FITOUSSI, Jean-Paul (sous la direction de). *À l'Est en Europe. Des économies en transition*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. «Références, no. 25», 1990, 406 p.

Cet ouvrage regroupe plusieurs articles de spécialistes des économies

des pays de l'Est. Son objet est de faire le point sur la situation présente et d'essayer de prévoir son évolution. D'où deux grandes parties : état des lieux et, problèmes et perspectives.

Toutes les deux comportent une très bonne documentation statistique (ce qui n'est pas toujours le cas de beaucoup d'ouvrages sur les États socialistes). Mais l'intérêt à long terme du livre nous paraît résider plus dans la première partie que dans la seconde. Car celle-là constitue une bonne étude – et une référence – de la base de départ ou plus exactement de re-départ, alors que les prévisions et projections de celle-ci sont toujours délicates et, surtout dans le cas de l'Europe de l'Est, ne paraissent pas pouvoir être établies sur les théories et modèles chers aux économistes.

Le préambule de la deuxième partie, écrit par Françoise Milewski, indique les grandes réformes nécessaires : développement d'un secteur privé ; suppression de la planification impérative ; réforme des prix ; réforme bancaire ; convertibilité des monnaies ; mesures sociales d'accompagnement.

Ce qui semble logique, mais réaliste ? nul ne sait ; car deux facteurs essentiels doivent être considérés : le rythme des changements, et l'accueil de ceux-ci par les populations.

Plusieurs remarques sont formulées dans l'ouvrage quant au rythme. Mais la plus juste nous paraît être celle de la page 67 : « on ne saute pas un fossé en deux fois ». Car le problème, notamment celui de l'URSS, « gardienne de la Foi » est celui de l'abandon ou non de la doctrine communiste. Toute solution intermédiaire

n'est pas viable : il faut choisir, même si le choix implique une véritable révolution à l'envers. À l'Ouest, la social-démocratie a pu se mettre en place à partir du capitalisme, car elle vise à répartir plus justement des richesses qui ont été créées ; mais une social-démocratie de l'Est ne pourrait guère, tout au moins actuellement, répartir que des pénuries.

Par contre, il nous paraît regrettable que l'ouvrage ne mette pas assez l'accent sur l'accueil des changements par les populations. Car depuis 1917 pour l'URSS et 1945-1948 pour les autres États, les habitants n'ont connu que l'omnipotence de l'État et se sont habitués – ou résignés – à des régimes où toute initiative individuelle est suspecte ou proscrire et où la bureaucratie est souveraine. D'où le développement de mentalités d'éternels mineurs et d'assistés. Les réactions des Allemands de l'Est sont caractéristiques à cet égard, qui veulent, et rapidement les bienfaits du capitalisme, mais sans ses obligations : travail et risque.

L'ouvrage se termine par des remarques intéressantes sur l'attitude des États de l'Ouest à l'égard des réformes. Il semble bien que l'enthousiasme du début se soit quelque peu refroidi. Car trois formes d'aide peuvent être envisagées :

— Ou un nouveau « Plan Marshall » ; mais là encore toute comparaison serait fautive car le premier s'était appliqué à des États qui avaient une base et des traditions industrielles solides.

— Ou des investissements privés ; mais les diverses entreprises qui tentent l'expérience se heurtent à d'énor-

mes obstacles administratifs, quand ce n'est pas à des résistances qui fissent le sabotage.

— Ou des crédits consentis par la nouvelle BERD et les diverses conventions inter-étatiques; mais comment s'assurer que toutes les sommes versées iront effectivement là où elles pourraient être utiles et non pas vers des secteurs privilégiés de la *Nomenklatura* (ancienne et nouvelle)?

En conclusion, le livre de M. Fitoussi et associés est intéressant car il marque une étape des conséquences d'événements qui, depuis 1989, ont changé et l'Europe de l'Est, et les conditions des relations internationales.

Le naufrage du socialisme/communisme est maintenant un fait accompli; mais si l'on a pu repérer ce «Titanic» il serait vain et dangereux de vouloir le renflouer.

Maurice PONCELET

Faculté d'Administration
Université d'Ottawa

GREMION, Pierre et HASSNER, Pierre. *Vents d'Est. Vers l'Europe des États de droit ?*. Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 144 p.

L'ouvrage publié sous la direction de P. Gremion et P. Hassner, propose au lecteur les communications sélectionnées d'un colloque organisé le 5 juin 1989 à Paris. L'ennemi principal de cet ouvrage n'est ni l'indifférence mais singulièrement le temps. Le temps de l'histoire s'est accéléré de façon fulgurante en Europe de l'Est et les «vents», depuis la tenue de ce col-

loque, ont emporté l'actualité de la plupart des objets des communications. Certes, la situation en mai-juin de 1989 en Europe de l'Est était comparable aux premières secousses d'un tremblement de terre. Mais le «Big one» vient seulement après, avec le résultat des élections polonaises, le sabordement du Parti socialiste ouvrier hongrois (Parti communiste), la révolution de «velours» de Tchécoslovaquie, la chute du mur de Berlin, la révolution de Roumanie... et au moment de la parution de l'ouvrage, la RDA n'existe plus... Le tremblement de terre à l'échelle de Mercalli ou de Richter avait fait ses ravages, mais l'ouvrage s'est concentré sur les signes avant-coureurs de celui-ci. Ce «fatalisme» du temps a déjà classé plus d'un ouvrage, malgré que les organisateurs des colloques ou des éditeurs soient considérés comme les experts des pays en question.

Le recenseur se permet de réitérer les observations suivantes: la science politique étudie ce qui est et non ce qui devrait être. Plusieurs auteurs historiens transformés en politologues scrutent l'avenir en se lançant dans les hypothèses théoriques démenties par les faits. Précisons que l'objet de la science historique est d'établir, à la lumière des témoignages et de la critique historique, les faits. Que penser des affirmations comme celles-ci: «... les tensions sociales montent et l'élite du parti, contrôlant complètement la machinerie du pouvoir...» (p. 81) ou «Le rôle dirigeant du PCT demeure dans la nouvelle constitution une évidence qui ne saurait être mise en doute, ni partant, discutée» (p. 93). Il suffit de confronter ces affirmations *ex cathedra*